

frères de là-bas ont à soutenir, nous avons appris les héros-mes discrets déployés pour le soutien de la sainte cause.

Voilà pourquoi c'est avec un immense plaisir que nous saluons, que nous acclamons aujourd'hui le chef reconnu de tous, le champion du catholicisme et de la langue française dans le Manitoba et le Nord-Ouest.

Et nous ne croyons rien trop affirmer en disant que cette langue chez nous aura été défendue par un fils de la Nouvelle-France plus ardemment peut-être que ne l'eût fait un fils de la France même.

C'est que, Monseigneur, tous le répètent, dans votre cœur, les fibres du patriote et de l'apôtre vibrent ensemble.

Quelques-uns de nos maîtres ont eu le bonheur d'habiter auprès de vous. Ils nous disent que vous avez le don de parler aux jeunes et d'allumer dans leur cœur la flamme de l'enthousiasme. Nous vous serions très obligés, Monseigneur, si vous vouliez bien nous communiquer l'étincelle de l'ardeur qui vous anime, en nous parlant de la cause si chère à tous. Vous trouverez, je l'espère, un auditoire aussi propice que dans le collège-frère. Vous vous adresserez à des membres de l'association de la jeunesse catholique canadienne-française qui comme vous, Monseigneur, ne rêvent que religion et patrie.

Monseigneur, votre bénédiction, s'il vous plaît.

Les élèves du collège Sainte-Marie.

RÉPONSE DE MONSEIGNEUR.

Mgr l'Archevêque, dans sa réponse, a parlé de l'amour de l'Église et de la patrie canadienne. Sa Grandeur a insisté sur l'importance pour les catholiques en général et pour les canadiens-français en particulier, de réclamer leurs droits, les droits constitutionnels, en matière d'éducation.

Des explications très lucides et très précises ont été données sur la position des catholiques au sujet des écoles, dans le Manitoba et dans les Territoires.

Sa Grandeur s'est écriée à un moment donné: " On nous a dépouillés du contrôle de nos écoles; on a aboli pratiquement les écoles catholiques par l'ordonnance de 1892. Aucun catholique en union avec le pape ne peut se déclarer satisfait; nous réclavons nos droits et l'épiscopat de l'Ouest est unanime sur ce point.